

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NGE ROUTES

PARC D ACTIVITES DE LAURADE

—

CS50009

13103 St Etienne Du Gres

Références : 2025_1536_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0100030424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement NGE ROUTES implanté CARRIERE DE GENOUILLAC 16270 TERRES DE HAUTE CHARENTE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du récolement de la cessation d'activité de la centrale temporaire d'enrobés présente sur l'emprise de la carrière CDMR de Genouillac (Terres-de-Haute-Charente).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NGE ROUTES
- CARRIERE DE GENOUILLAC 16270 TERRES DE HAUTE CHARENTE
- Code AIOT : 0100030424
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale temporaire d'enrobés de NGE Routes a été installée sur l'emprise de la carrière CDMR de Genouillac le temps du chantier de contournement de Roumazières par la RN 141.

L'exploitation de cette centrale était terminée au moment de la réalisation de la visite d'inspection de début novembre 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article L. 512-7-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions de cessation d'activité et de remise en état de l'emprise occupée par la centrale temporaire d'enrobés de NGE Routes répondent à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Cette visite inopinée sur le site a permis de constater que l'emprise a été laissée propre par l'exploitant. Aucun déchet n'était présent au droit de l'ancienne zone d'exploitation de la centrale d'enrobés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-7-6
Thème(s) : Situation administrative, Attestation de mise en sécurité
Prescription contrôlée Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé [...] L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. [...]
Constats SIORAT Grands projets France (NGE Routes) possédait une installation mobile de production d'enrobés de routiers à Genouillac (Charente), enregistrée par arrêté préfectoral du 2 mai 2024. L'échéance de l'enregistrement, c'est-à-dire la fin de l'exploitation de la centrale, était fixée au 1 ^{er} juillet 2025. Par lettre non datée, reçue le 25 juillet 2025 par la préfecture de la Charente, l'exploitant a fait part au préfet de la cessation effective de l'activité de son installation le 13 février 2025. L'exploitant joint à cette lettre une attestation de mise en sécurité du site (ATTES SECUR) du 22 mai 2025 ainsi qu'un diagnostic des sols. Celui-ci note la détection de quelques métaux lourds (e.g., baryum, plomb, cadmium, sélénium), dans des concentrations faibles et non significatives, sans que la présence de ces métaux ne puisse être attribuée à l'activité de la centrale d'enrobés. Ce diagnostic conclut que la qualité des sols n'a pas été impactée par la présence de la centrale d'enrobés. Des travaux de réhabilitation du site ne sont donc pas nécessaires pour permettre un usage industriel futur du site.

Toutefois, l'inspection invite NGE Routes à communiquer les résultats observés sur les sols à CDMR, exploitant de la carrière de Genouillac et vu que la centrale était exploitée sur l'emprise foncière de cette carrière. Cette information est nécessaire pour que CDMR ait une connaissance de l'état des sols sous-jacents à sa carrière en métaux lourds, même s'il n'y a visiblement pas d'enjeux sanitaires et/ou environnementaux.

L'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchets (BSD) dangereux (n° BSD-20241217-VB5ZV0FY7 annexé au bordereau n° BSD-20250129-2T2SMHH0D, document édité le 14 mars 2025 à 13 h 45) qui justifie de la bonne prise en charge, par SARP Sud-Ouest (SANICENTRE), des eaux polluées (une tonne) issues du séparateur d'hydrocarbures. Celui-ci avait pour fonction d'épurer les eaux de surface avant leur rejet dans le fossé périphérique mis en place lors de l'exploitation de la centrale d'enrobés.

Compte tenu de l'absence d'enjeux de nature à remettre en cause les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées estime qu'il n'est pas nécessaire de demander à l'exploitant la production des attestations relatives au mémoire de réhabilitation du site (ATTES MEMOIRE) et à la fin de ces travaux de réhabilitation (ATTES TRAVAUX).

Cette visite inopinée sur le site a permis de constater que l'emprise a été laissée propre par l'exploitant. Aucun reliquat de l'exploitation de la centrale n'a été observé et tous les déchets ont bien été évacués.

Type de suites proposées : Sans suite